

MÉMORIAL



Memorial

DU

DES

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Großherzogthums Luxemburg.

VENDREDI, 23 juin 1882.

N. 40.

Freitag, 23. Juni 1882.

Circulaire du 16 juin 1882, relative à l'organisation des écoles primaires pour l'année 1882—1883.

Je viens rappeler aux administrations communales que conformément à l'art. 32 de la loi du 20 avril 1881, sur l'organisation de l'enseignement primaire, elles auront à délibérer, au commencement du mois de juillet prochain, sur le mode d'organisation des écoles primaires de leur ressort pour l'exercice scolaire 1882 à 1883.

Le même article énumère les divers points qui sont à régler par la délibération à intervenir. Ma circulaire du 2 juin 1881, ainsi que celles qui ont été publiées antérieurement sur la matière, contiennent des instructions suffisantes pour guider les administrations communales dans la rédaction de leur travail d'organisation pour l'année scolaire prochaine. Il serait ainsi absolument inutile d'entrer sous ce rapport dans de longs développements, d'autant plus que par la vérification des délibérations relatives à l'organisation des écoles pour l'année scolaire en cours, j'ai pu me convaincre que la nouvelle loi sur l'enseignement primaire est parfaitement comprise et exécutée à souhait. Je me bornerai donc à signaler à l'attention des administrations communales quelques points de détail dont elles auront à s'occuper prochainement.

I. L'art. 20 de la loi du 20 avril 1881 désigne les personnes qui sont appelées à donner l'instruction religieuse aux enfants de l'école primaire; il prescrit en outre que les jours et heures qui seront consacrés à l'enseignement

Kundschreiben vom 16. Juni 1882, betreffend die Organisation der Primärschulen für 1882—1883.

Den Communalverwaltungen glaube ich in Erinnerung bringen zu müssen, daß sie, in Gemäßheit des Art. 32 des Gesetzes vom 20. April 1881, über die Organisation des Primärunterrichtes, zu Anfang des künftigen Monats Juli über den Organisationsmodus der Primärschulen ihres Ressorts für's Schuljahr 1882—1883 zu berathen haben werden.

Besagter Artikel führt die verschiedenen Punkte an, welche durch die zu treffende Berathung zu regeln sind. Mein Kundschreiben vom 2. Juni 1881, sowie diejenigen, welche früher über denselben Gegenstand veröffentlicht worden, enthalten hinreichende Anweisungen, um die Communalverwaltungen bei der Abfassung ihrer Organisationsarbeit für's nächste Schuljahr zu leiten. Ich halte mich deshalb der Mühe überhoben, in dieser Hinsicht in längere Auseinandersetzungen einzugehen, zumal ich bei der Prüfung der Berathungen des Vorjahres die Ueberzeugung gewonnen habe, daß das neue Gesetz über den Primärunterricht vollständig verstanden und nach Wunsch ausgeführt wird. Ich beschränke mich somit darauf, die Aufmerksamkeit der Communalverwaltungen auf einige Detailpunkte zu lenken, die sie zu beachten haben.

I. Art. 20 des Gesetzes vom 20. April 1881 bezeichnet diejenigen Personen, welche berufen sind, den Primärschülern den Religionsunterricht zu ertheilen; er schreibt überdies vor, daß die Tage und Stunden, welche dem Religionsunter-

religieux, doivent être fixés par l'administration communale, d'accord avec le ministre du culte et l'inspecteur d'écoles.

Je désire qu'à l'art. 13 de la délibération organique, l'enseignement religieux soit renseigné pour chaque école séparément.

Pour satisfaire aux prescriptions de l'art. 20 prérappelé, et afin d'éviter toute difficulté et toute réclamation quant à cet objet, les administrations communales seront bien de se mettre par lettres en rapport avec les ministres du culte et d'engager ces derniers à présenter des propositions écrites au sujet des jours et heures auxquels ils croiront pouvoir donner l'instruction religieuse.

Je me plais à reconnaître que les cas de désaccord entre les autorités appelées à concourir à l'exécution de l'art. 20 de la loi du 20 avril 1881 sont excessivement rares. Pour mettre l'administration supérieure en situation de statuer en parfaite connaissance de cause sur les difficultés qui s'opposeraient à la réalisation de l'accord prévu par l'art. 20 de la loi, il est essentiel que la correspondance qui a été échangée à ce sujet soit jointe au travail organique.

L'autorité supérieure, en cas de désaccord, ne doit intervenir que lorsque toutes les tentatives faites en vue d'aboutir à une entente seront restées sans résultat. Le concours des inspecteurs d'écoles est principalement prévu par la loi pour faire cesser les difficultés de toute nature qui pourraient survenir quant à la fixation des jours et heures à assigner à l'enseignement religieux; c'est donc à eux que les administrations communales voudront signaler en premier lieu le conflit existant entre elles et les ministres du culte au sujet de l'enseignement religieux.

II. Les administrations communales n'ignorent pas qu'aux termes de l'art. 9 du règlement d'ordre pour la tenue des écoles, du 16 octobre 1845, article qui continue à être en vigueur

richte zugewiesen sind, durch die Communalverwaltung, im Einverständnisse mit den Cultusdienern und dem Schulinspector festgestellt werden.

Mein Wunsch geht dahin, daß unter Art. 13 der organischen Deliberation der Religionsunterricht für jede Schule im Besondern angezeigt werde.

Damit den Vorschriften des Art. 20 genügt werde, und um jegliche Schwierigkeit und jegliche Reclamation in Bezug auf diesen Gegenstand zu vermeiden, ist den Communalverwaltungen anzurathen, auf brieflichem Wege mit den Cultusdienern zu verkehren und Letztere zu ersuchen, schriftliche Vorschläge bezüglich der Tage und Stunden, an welchen sie den Religionsunterricht zu ertheilen gedenken, zu machen.

Es gereicht mir zur Befriedigung anzuerkennen, daß die Fälle von Mißhelligkeit zwischen den zur Ausführung des Art. 20 des Gesetzes vom 20. April 1881 berufenen Behörden äußerst selten sind. Damit die Oberbehörde in Stand gesetzt werde, mit voller Sachkenntniß über etwaige Schwierigkeiten, welche das Zustandekommen des durch Art. 20 des Gesetzes vorgesehenen Einverständnisses behindern, zu entscheiden, so ist es nothwendig, daß der hierüber gepflogene Schriftwechsel der organischen Deliberation beigelegt werde.

Im Falle von Mißhelligkeit soll die Oberbehörde nur dann einschreiten, wenn alle Versuche zur Herbeiführung des Einverständnisses fruchtlos geblieben sind. Die Mitwirkung der Schulinspectoren ist durch das Gesetz hauptsächlich vorgesehen, um die Schwierigkeiten jeder Art zu beseitigen, welche bezüglich der Festsetzung der dem Religionsunterrichte zu widmenden Tage und Stunden entstehen könnten; die Communalverwaltungen sollen deshalb in erster Reihe den Inspectoren von dem zwischen ihnen und den Cultusdienern hinsichtlich des Religionsunterrichtes entstandenen Conflit Kenntniß geben.

II. Es ist den Communalverwaltungen nicht unbekannt, daß laut Art. 9 des Ordnungsreglementes für die Haltung der Schulen, vom 16. October 1845, welcher gemäß Art. 116 des

en conformité de l'art. 116 de la loi générale sur l'enseignement du 20 avril 1881, la fréquentation des écoles primaires est absolument interdite aux enfants âgés de moins de cinq ans. Cette disposition a été inscrite dans le règlement pour empêcher que nos écoles primaires ne deviennent pas précisément des écoles gardiennes.

Dans les derniers temps des plaintes se sont fait jour au sujet de l'inobservation de l'art. 9 du règlement précité. Cependant cette disposition mérite d'être consciencieusement exécutée, à plus d'un titre. Dans les conditions existant actuellement chez nous, l'admission à l'école d'enfants âgés de moins de cinq ans, tout en restant sans profit appréciable pour eux-mêmes, quant au développement de leurs facultés intellectuelles, peut porter préjudice à leur santé ; d'un autre côté, leur présence à l'école ne peut que produire l'encombrement des salles de classe, compromettre la santé de l'instituteur et de tous les élèves, aggraver les difficultés dans le maintien de la discipline et entraver la marche progressive de l'enseignement.

Pour prévenir ces inconvénients, il est du devoir des autorités et fonctionnaires préposés au service de l'instruction populaire, de veiller à ce que les prescriptions de l'art. 9 du règlement du 16 octobre 1845 soient rigoureusement observées.

III. Autrefois on croyait avoir fait assez pour l'éducation populaire en offrant aux enfants l'occasion de fréquenter l'école primaire pendant une série d'années. Aujourd'hui la sollicitude des administrations communales pour l'œuvre de l'éducation va bien plus loin : des écoles du soir et du dimanche, où l'adolescent peut développer ses connaissances élémentaires et les fixer d'une manière durable dans l'esprit, ont été établies dans beaucoup de localités du pays et forment en quelque sorte le couronnement de l'enseignement primaire à la campagne. Ces écoles produiront inmanquablement les plus heureux résultats.

allgemeinen Gesetzes vom 20. April 1881 über den Primärunterricht, aufrecht erhalten bleibt, der Schulbesuch den Kindern unter fünf Jahren unbedingt untersagt ist. Diese Bestimmung ist in das Reglement eingetragen worden, um zu verhindern, daß unsere Primärschulen nicht etwa zu Kinderbewahrschulen werden sollen.

In letzter Zeit sind Klagen darüber laut geworden, daß Art. 9 des besagten Reglementes nicht beachtet worden sei. Es ist aber aus mehr als einem Grunde nothwendig, daß diese Verfügung gewissenhaft befolgt werde. Uebrigens dürfte unter den jetzigen Verhältnissen die Aufnahme von Kindern unter fünf Jahren, ohne von erheblichem Nutzen für dieselben in Betreff der Entwicklung ihrer geistigen Fähigkeiten zu sein, deren Gesundheit nur schädigen, während anderseits deren Anwesenheit in der Schule die Ueberfüllung der Schulsäle herbeiführen, die Gesundheit sowohl des Lehrers als sämtlicher Schüler beeinträchtigen, die Aufrechterhaltung der Ordnung erschweren und auf den Fortschritt des Unterrichtes nur hemmend wirken würde.

Um diesen Uebelständen vorzubeugen, ist es Pflicht der betreffenden Behörden und Beamten, darüber zu wachen, daß die Vorschriften des Art. 9 des Reglementes vom 16. October 1845 strengstens beachtet werden.

III. Früher glaubte man für die Volkserziehung hinreichend gethan zu haben, wenn den Kindern die Gelegenheit geboten wurde, die Primärschule während einer Reihe von Jahren zu besuchen. Heutzutage geht die Sorgfalt der Communalverwaltungen in dieser Beziehung viel weiter: Abend- und Sonntagschulen, wo der heranwachsende Jüngling seine Elementarkenntnisse entwickeln und sich selbst auf dauernde Weise einprägen kann, sind in vielen Ortschaften errichtet worden und bilden dieselben einigermaßen auf dem Lande den Abschluß des Primärunterrichtes. Diese Schulen berechtigen zu den wirksamsten Ergebnissen.

L'année dernière j'ai exprimé, à cette même place, l'espoir que le concours efficace de la Chambre des députés ne ferait pas défaut pour la création et l'organisation des écoles de l'espèce. Cette prévision n'a pas été déçue: le crédit alloué antérieurement au budget de l'État pour subsides en faveur des écoles du soir et du dimanche a été porté au double.

En me référant à ma circulaire du 29 décembre 1880, je prie les administrations communales de bien vouloir me faire parvenir, dans le courant du mois de septembre prochain, les délibérations relatives aux écoles du soir et du dimanche pour l'exercice scolaire 1882 à 1883.

Ces délibérations indiqueront :

- a) le siège et le local de l'école ;
- b) les matières qui y sont enseignées ;
- c) le nombre des élèves ;
- d) le nom de l'instituteur y préposé ;
- e) l'indemnité allouée à ce dernier ;
- f) le montant des dépenses résultant de l'école, ainsi que les ressources dont la commune dispose pour y faire face.

Conformément à l'art. 90 de la loi du 20 avril 1881, MM. les inspecteurs d'écoles doivent faire aux administrations communales des propositions pour l'organisation des écoles. Les conseils communaux apprendront à cette occasion ce qu'il y a à réformer dans leurs écoles pour rendre l'enseignement plus conforme à l'intérêt de la jeunesse et le mettre mieux en harmonie avec les besoins des localités.

Je prie les administrations communales de prendre en sérieuse considération les propositions et observations qui leur seront soumises prochainement par MM. les inspecteurs d'écoles.

Luxembourg, le 16 juin 1882.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Im vorigen Jahre habe ich an dieser Stelle die Hoffnung ausgesprochen, daß die wirksame Theilnahme der Deputirtenkammer für die Errichtung und Organisation derartiger Schulen nicht ausbleiben werde. Diese Hoffnung hat sich bewährt. Der bereits früher im Staatsbudget ausgemorfene Credit zu Subsidien zum Besten der Abend- und Sonntagsschulen ist auf das Doppelte erhoben worden.

Indem ich mich auf mein Rundschreiben vom 29. December 1880 berufe, ersuche ich die Communalverwaltungen, mir die Deliberationen bezüglich der Abend- und Sonntagsschulen für's Schuljahr 1882—1883 im Laufe des nächstkünftigen Monats September zukommen zu lassen.

In diesen Berathungen sollen angegeben werden :

- a) die Ortschaft und das Lokal, wo die Schulen gehalten werden ;
- b) die zu lehrenden Unterrichtsgegenstände ;
- c) die Zahl der Schüler ;
- d) der Name des Lehrers ;
- e) die dem Letztern bewilligte Vergütung ;
- f) der Betrag der Ausgaben, sowie die Mittel, über welche die Gemeinde verfügt, um diese Ausgaben zu bestreiten.

Zufolge Art. 90 des Gesetzes vom 20. April 1881 sind die H. H. Schulinspectoren angewiesen, den Communalverwaltungen Vorschläge für die Organisation der Schulen zu machen. Bei dieser Gelegenheit werden die Gemeinderäthe erfahren, welche Reformen in ihren Schulen vorzunehmen sind, um den Unterricht dem Interesse der Jugend besser anzupassen und denselben mit den Bedürfnissen der Schulen mehr in Einklang zu bringen.

Ich ersuche die Communalverwaltungen, die Vorschläge und Bemerkungen, welche ihnen demnächst seitens der H. H. Schulinspectoren gemacht werden, in ernstliche Erwägung ziehen zu wollen.

Luxemburg den 16. Juni 1882.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Arrêté du 13 juin 1882, portant répartition des subsides en faveur des écoles primaires supérieures pour 1881—1882.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR ;

Vu l'art. 170 du budget des dépenses pour l'exercice 1882 et l'arrêté royal grand-ducal du 28 décembre 1881, concernant l'exécution de ce budget ;

Après délibération du Gouvernement réuni en conseil ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les subsides suivants sont accordés pour l'année courante en faveur de l'enseignement primaire supérieur, savoir :

1° à la commune d'Ettelbruck . . .	fr. 2500
2° à la commune de Larochette . . .	» 1830
3° à la ville de Remich	» 2500
4° à la ville de Vianden	» 1000
5° à la ville de Wiltz	» 2000

Art. 2. Ces subsides seront liquidés immédiatement sur le crédit figurant à l'art. 170 du budget des dépenses pour 1882, au profit du collège des bourgmestre et échevins des communes intéressées.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 13 juin 1882.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Arrêté du 21 juin 1882, concernant la distribution des primes pour l'amélioration de la race des chevaux pendant 1882.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT ;

Vu le règlement du 14 décembre 1861 pour l'amélioration des races d'animaux domestiques ;

Vu notre arrêté du 12 décembre 1881, portant fixation du taux des primes à accorder aux propriétaires d'étalons admis pour le service de la monte en 1882, ainsi qu'aux propriétaires

Beschluß vom 13. Juni 1882, betreffend die Vertheilung der Subsidien zu Gunsten der Ober-Primärschulen für's Jahr 1881—1882.

Der General-Director des Innern ;

Nach Einsicht des Art. 170 des Ausgabenbudgets von 1882 und des Königl.-Großh. Beschlusses vom 28. December 1881, über die Vollziehung genannten Budgets ;

Nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Beschließt :

Art. 1. Zu Gunsten des höheren Primär-Unterrichtes sind für's laufende Jahr nachstehende Subsidien bewilligt :

1° der Gemeinde Ettelbrück . . .	Fr. 2500
2° der Gemeinde Fels	„ 1830
3° der Stadt Remich	„ 2500
4° der Stadt Vianden	„ 1000
5° der Stadt Wiltz	„ 2000

Art. 2. Diese Subsidien werden sofort auf Art. 170 des Ausgabenbudgets für 1882 zu Gunsten der Schöffen-Collegien der betreffenden Gemeinden liquidirt.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß wird ins „*Mémorial*“ eingerückt.

Luxemburg den 13. Juni 1882.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Beschluß vom 21. Juni 1882, betreffend die Vertheilung der Prämien zur Veredlung der Pferdezeit während 1882.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung ;

Nach Einsicht des Reglements vom 14. December 1861 über die Veredlung der Hausthiere ;

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 12. December 1881, wodurch der Betrag der den Eigenthümern der zur Beschälung für 1882 angeführten Hengste, sowie der schönsten vorgeführten zur

des meilleurs juments poulinières de trait, présentées au concours ;

Vu les arrêtés des 12 décembre 1881 et 7 janvier 1882, concernant l'examen des dits étalons, et la publication de la liste des propriétaires des reproducteurs admis pour la saillie pendant l'année courante ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La commission qui a procédé à l'examen des étalons destinés à la monte pendant l'année 1882, se réunira à Luxembourg, le lundi, 24 juillet prochain, à 9 heures du matin pour les étalons, et le lendemain à la même heure pour les juments ; elle se réunira à Diekirch le jeudi, 27 juillet prochain, à 9 heures du matin, pour les étalons et à 2 heures de relevée, pour les juments, pour décerner les primes ci-après, *par arrondissement judiciaire*, savoir :

1^o Une prime générale de 750 fr. au propriétaire du meilleur étalon de trait présenté au concours.

2^o Quatre primes spéciales aux propriétaires des quatre meilleurs étalons ayant servi la première fois à la monte dans le pays, dont la première de 500 fr. ; la deuxième de 400 fr. ; la troisième de 300 fr. ; la quatrième de 200 fr.

3^o Quatre primes de conservation aux propriétaires des quatre meilleurs étalons ayant déjà servi à la monte dans le Grand-Duché, dont la première de 600 fr. ; la deuxième de 500 fr. ; la troisième de 350 fr. ; la quatrième de 200 fr.

4^o Une prime de 100 fr. au propriétaire du meilleur étalon élevé dans le Grand-Duché et s'y livrant à la monte.

5^o Quatorze primes aux propriétaires des meilleurs juments poulinières de trait, dont la première de 300 fr. ; la deuxième de 250 fr. ; la troisième de 200 fr. ; la quatrième de 150 fr. ; la cinquième et la sixième chacune de 125 fr. ; la septième et la huitième chacune de 100 fr. ;

Zucht geeigneten Zugtuten, zu bewilligenden Prämien bestimmt wird ;

Nach Einsicht der Beschlüsse vom 12. December 1881 und vom 7. Januar 1882, betreffend die Untersuchung der erwähnten Hengste und die Veröffentlichung der Liste der Eigenthümer der für 1882 zur Beschälung angeführten Reproductoren ;

Beschließt :

Art. 1. Die Commission, welche die während 1882 zur Beschälung bestimmten Hengste untersucht hat, wird zu Luxemburg, am Montag, den 24. Juli künftig, um 9 Uhr Vormittags für die Hengste und am darauffolgenden Tage um dieselbe Stunde für die Stuten zusammentreten ; sie wird zu Diekirch am Donnerstag, 27. Juli künftig, um 9 Uhr Vormittags, für die Hengste und um 2 Uhr Nachmittags für die Stuten zusammentreten, um für jeden Gerichtsbezirk nachbenannte Prämien zuerkennen :

1. Eine Hauptprämie von 750 Fr. zu Gunsten des Eigenthümers des besten zum Concurs vorgeführten Zughengstes.

2. Vier besondere Prämien zu Gunsten der Eigenthümer der vier besten Hengste, welche zum ersten Mal zur Beschälung im Lande gebient haben. Dieselben betragen : die erste 500 Fr., die zweite 400 Fr., die dritte 300 Fr., die vierte 200 Fr.

3. Vier Vertheilungs-Prämien zu Gunsten der Eigenthümer der vier besten Hengste, welche schon zur Beschälung im Großherzogthum gebient haben. Dieselben betragen : die erste 600 Fr., die zweite 500 Fr., die dritte 350 Fr., die vierte 200 Fr.

4. Eine Prämie von 100 Fr. zu Gunsten des Eigenthümers des besten im Lande gezogenen Hengstes, welcher daselbst zur Beschälung dient.

5. Vierzehn Prämien zu Gunsten der Eigenthümer der besten zur Zucht geeigneten Zugtuten. Sie betragen : die erste 300 Fr., die zweite 250 Fr., die dritte 200 Fr., die vierte 150 Fr., die fünfte und sechste je 125 Fr., die siebente und die achte je 100 Fr., die neunte und die zehnte je 75 Fr.,

la neuvième et la dixième chacune de 75 fr. ; la onzième, la douzième, la treizième et la quatorzième chacune de 50 fr.

Art. 2. Sont admis à concourir pour les primes mentionnées sous les n^{os} 1 à 4 inclus de l'art. 1^{er} ci-dessus tous les étalons indistinctement ayant servi à la monte pendant l'année courante.

Ils doivent toutefois être présentés au chef-lieu de l'arrondissement du domicile de leur propriétaire, à moins que celui-ci n'eût déplacé son entier pour la desserte des juments dans une autre circonscription.

Art. 3. Les propriétaires des étalons amenés au concours pour les primes doivent produire un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de leur domicile, constatant que ces reproducteurs ont servi à la monte publique et indiquant le nombre de juments saillies depuis leur dernière admission.

Art. 4. Les étalons et les juments primés sont marqués sous la crinière gauche d'un W couronné.

Art. 5. Sont admises au concours pour les primes mentionnées sous le n^o 5 de l'art. 1^{er} ci-dessus toutes les juments du pays âgées de quatre ans au moins et suivies de leur poulain de l'année ou né en 1881.

Les propriétaires des juments présentées au concours doivent être porteurs d'un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de leur domicile, contenant le signalement de la jument et attestant qu'elle est la propriété de celui qui en demande la réception.

Les poulains doivent être issus d'un étalon admis pour la monte dans le Grand-Duché.

Cette dernière condition n'est toutefois pas applicable aux juments pleines introduites de l'étranger après le temps de la monte, lorsque leur origine est attestée par certificats de l'autorité de la commune d'où elles proviennent et

die elfte, zwölfte, dreizehnte und vierzehnte je 50 Fr.

Art. 2. Zum Concurs um die unter Nr. 1 bis 4 der im Art. 1 erwähnten Prämien werden ohne Unterschied alle Hengste zugelassen, welche zur Beschälung während des Jahres gedient haben.

Dieselben müssen jedoch im Hauptort des Bezirks, in welchem sich das Domicil ihres Eigenthümers befindet, vorgeführt werden, es sei denn, daß letzterer seinen Hengst zur Bedeckung der Stuten in einen andern Bezirk verlegt habe.

Art. 3. Die Eigenthümer der zum Prämien-Concurs vorgeführten Beschäler müssen eine vom Collegium der Bürgermeister und Schöffen ihres Wohnsitzes ausgestellte Bescheinigung vorzeigen, aus welcher hervorgeht, daß besagte Hengste zur öffentlichen Beschälung gedient, und wieviele Stuten sie seit ihrer letzten Anführung bedeckt haben.

Art. 4. Den prämirten Hengsten und Stuten wird unter der linken Mähne ein gekröntes W eingebrannt.

Art. 5. Zum Concurs für die unter Nr. 5 des Art. 1 erwähnten Prämien werden alle wenigstens vier Jahre alten Stuten des Landes zugelassen, welche von ihrem Füllen des Jahres oder dem während 1881 geworfenen Füllen begleitet sind.

Die Eigenthümer der zum Concurs vorgeführten Stuten müssen Inhaber einer vom Collegium der Bürgermeister und Schöffen der Gemeinde ihres Wohnsitzes ausgestellten Bescheinigung sein, welche das Signalement der Stute angibt und erklärt, daß sie Eigenthum desjenigen ist, welcher ihre Zulassung nachsucht.

Die Füllen müssen ebenfalls von einem zur Beschälung im Großherzogthum angehörten Hengste herkommen.

Jedoch ist letztere Bedingung nicht anwendbar auf trüchtige, nach der Beschälzeit aus dem Auslande hereingebrachte Stuten, falls deren Herkunft durch Bescheinigungen der Ortsbehörde der Gemeinde dieser Herkunft und derjenigen des Groß-

de celle du Grand-Duché dans laquelle elles sont introduites.

La naissance du poulain est justifiée par un certificat du collège des bourgmestre et échevins de la commune du domicile du propriétaire. Ce certificat doit contenir le signalement du poulain.

Il est également produit un certificat du propriétaire de l'étalon pour attester que la jument présentée au concours a été réellement saillie par un étalon admis pour la monte dans le Grand-Duché.

Art 6. Les primes décernées aux propriétaires des plus beaux étalons et des plus belles juments sont payées immédiatement après le concours, sur le vu du procès-verbal de la commission chargée de les décerner et contre une quittance à fournir par la partie prenante.

Art. 7. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*; il sera en outre publié et affiché dans toutes les communes du Grand-Duché, et les autorités communales sont invitées à en informer spécialement les propriétaires ou détenteurs des étalons admis.

Luxembourg, le 21 juin 1882.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.*

Avis. — Foires.

Par arrêté royal grand-ducal du 16 juin courant, l'administration communale de Kehlen a été autorisée à faire tenir dans la localité de ce nom, le jeudi gras de chaque année la foire fixée primitivement au troisième jeudi du mois d'avril.

Luxembourg, le 21 juin 1882.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.*

herzogthums, in welche sie hereingebracht worden, nachgewiesen wird.

Die Geburt des Füllens wird durch eine Bescheinigung des Collegiums der Bürgermeister und Schöffen der Gemeinde des Wohnsitzes des Eigenthümers nachgewiesen. Diese Bescheinigung muß das Signalement des Füllens enthalten.

Auch muß eine Bescheinigung des Eigenthümers des Hengstes beigebracht werden, als Nachweis, daß die zum Concurs vorgeführte Stute wirklich durch einen zur Beschälung im Großherzogthum angeführten Hengst bedeckt worden ist.

Art. 6. Die den Besitzern der schönsten Hengste sowie der schönsten Stuten zuerkannten Prämien werden sogleich nach dem Concurs auf Sicht des Protokolles der mit der Zuerkennung beauftragten Commission und gegen eine vom Bezieher ausgestellte Quittung ausgezahlt.

Art. 7. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Memorial“ eingerückt und überdies in allen Gemeinden des Großherzogthums angeschlagen werden. Die Gemeindebehörden werden zugleich ersucht, die Eigenthümer und Inhaber von angeführten Hengsten davon in Kenntniß zu setzen.

Luxemburg den 21. Juni 1882.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
F. de Blochausen.*

Bekanntmachung. — Jahrmärkte.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 16. Juni c. ist die Gemeindeverwaltung von Kehlen ermächtigt worden, in der Ortschaft gleichen Namens den ursprünglich auf den dritten Donnerstag des Monats April festgesetzten Jahrmarkt am fetten Donnerstag jeden Jahres abzuhalten.

Luxemburg den 21. Juni 1882.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
F. de Blochausen.*